

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.968

Vote de confiance: l'orientation social-libérale du gouvernement n'obtient qu'une majorité relative, aucun vote contre des élus de La Réunion

Les 7 députés responsables des mesures d'austérité à venir

Pour la seconde fois en cinq mois, le gouvernement a sollicité un vote de confiance. La majorité s'est considérablement rétrécie car elle n'est plus absolue. Cette évolution souligne l'intensité du débat en France sur les orientations compte tenu de la situation économique et sociale. La convergence de la politique générale avec les aspirations de la branche rétrograde du patronat français a considérablement affaibli le gouvernement. A La Réunion, cette situation est trois fois plus grave qu'en France. Mais aucun des 7 députés n'a choisi d'exprimer un vote contre. Ils porteront donc une lourde responsabilité dans les mesures d'austérité à venir et ils montrent bien que la population ne peut plus du tout compter sur les députés pour espérer un soutien.

Le 8 avril, le Premier ministre a présenté un discours de politique générale puis a engagé la responsabilité du gouvernement sur un vote de confiance. Le résultat était le suivant:

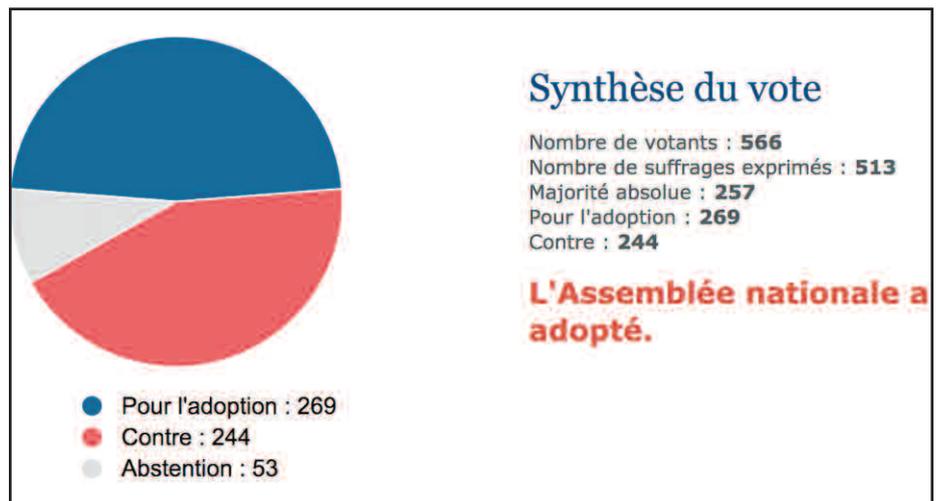
- votants: 571
- exprimés: 545
- pour: 306
- contre: 239
- abstention: 26

Ce mardi 16 septembre, sans y être obligé, le gouvernement a de nouveau engagé sa responsabilité devant les députés, voici le résultat:

- votants: 566
- exprimés: 513
- pour: 269
- contre: 244
- abstention: 53

Pour atteindre la majorité absolue, il fallait 288 voix, il en manque près de 20. La majorité n'est donc plus que relative.

Si le gouvernement n'était pas obligé de demander la confiance, c'est qu'il comptait sans doute sortir renforcé de ce rendez-vous. Ce n'est pas le cas



A quelques jours de la perte de la majorité au Sénat, le gouvernement n'a plus qu'une majorité relative à l'Assemblée nationale.

et les difficultés vont s'accumuler. Car la majorité se rétrécit à l'Assemblée nationale, et elle va basculer d'ici la fin du mois au Sénat. La Haute assemblée deviendra alors le fer de lance de l'opposition parlementaire.

Convergence avec le MEDEF

Le résultat d'hier est la conséquence d'un débat sur l'orientation de ce gouvernement. Depuis la fin du mois d'août, c'est le tournant vers le social-

libéralisme assumé: 40 milliards pour les patrons et 50 milliards de moins dans les dépenses publiques. Le cap est fixé pour les 3 années à venir, ce sera l'austérité sans aucune alternative. Paris pense que c'est la seule solution pour espérer faire baisser l'endettement de la France. Pour la population qui souffre, cela ne donne aucun espoir.

En effet, ce cap met en évidence une convergence avec les revendications du MEDEF. Après avoir ovationné le discours du Premier ministre à son université d'été, le MEDEF a fait monter les enchères. Ses propositions ont fuité dans la presse la veille du vote de l'assemblée. Elles demandent la casse du Droit du travail: plus de SMIC, remise en cause des 35 heures et travail le dimanche en sont les mesures phares.

Une partie de la majorité présidentielle est pour une orientation alter-

native. Le débat traverse même le PS. Il est lié à une situation sociale et économique très difficile car la France est en crise.

Aucune opposition des députés de La Réunion

A La Réunion, la situation est trois fois plus grave qu'en France. Le taux de chômage n'est pas de 10% mais de 30%. La moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et d'importants rendez-vous sont là: fin du quota sucrier, négociation des accords de partenariat économique... Sur tous les sujets d'inquiétude, rien n'a permis de rassurer les Réunionnais. En effet, la politique menée sera amplifiée. Elle montre bien qu'elle n'a pas donné de bons résultats car le

nombre de chômeurs n'a jamais été aussi élevé.

C'est pourquoi il eut été logique que des députés de La Réunion fasse entendre les intérêts de la population en affirmant leur refus de soutenir cette politique. Mais cela n'a pas été le cas, aucun député n'a voté contre.

Les 7 députés porteront donc une lourde responsabilité dans les mesures d'austérité à venir. Ils montrent bien que la population ne peut plus du tout compter sur les députés pour espérer un soutien.

M.M.

Nou Lé Kapab-AJFER

«Charte pour l'emploi local» : il est urgent d'agir !

Nou Lé Kapab-AJFER a rencontré ce matin le directeur régional de Pôle Emploi. Dans un communiqué adressé à la presse, son président fait le compte-rendu de l'échange.

Ce mardi 16 septembre 2014, une délégation de Nou Lé Kapab (AJFER) a décidé de rencontrer le directeur du Pôle Emploi Réunion/Mayotte, Jean-Luc Minatchy, afin d'échanger sur la situation du Pôle Emploi et plus particulièrement de la mise en place de la «Charte pour l'emploi local».

En effet, un mois après la venue de François Hollande, les mesures annoncées se font toujours attendre, alors que la situation économique et sociale impose d'agir sans délais. Lors de sa séquence sur la régionalisation de l'emploi à Saint-Joseph, le chef de l'Etat avait annoncé être «favorable à une charte de l'emploi local».

Cette proposition, avancée par le Pôle Emploi et approuvée par le Chef de l'Etat, doit être impulsée par la population et les acteurs concernés. Pour Nou Lé Kapab (AJFER), il y a nécessité à mettre en place rapidement cette «Charte pour l'emploi local», car celle-ci devrait inciter les entreprises à déposer leurs offres au Pôle Emploi. Cette «Charte pour l'emploi local» est une première étape, pour permettre aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais(e)s d'accéder à l'emploi de manière juste et équitable.

Le Pôle emploi prévoit de consulter

l'ensemble des acteurs (collectivités, États, entreprises, syndicats...) pour inciter les employeurs privés et publics à déposer leurs offres au Pôle Emploi. Cette consultation doit être lancée au plus vite, car elle pourrait être un tremplin vers des actions plus larges en faveur de l'emploi à La Réunion.

Nou Lé Kapab (AJFER) propose, depuis sa création en 2009, des mesures permettant aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais(e)s d'accéder aux emplois disponibles à La Réunion. Parmi ces propositions:

- Transparence sur les emplois disponibles dans le secteur public et privé.
- Délivrer par le Pôle Emploi une «attestation d'absence de compétence locale» avant d'embaucher à l'extérieur.
- Répertoire les Réunionnais(e)s partout dans le monde afin de pouvoir les informer des postes disponibles à La Réunion, correspondant à leur profil.
- Dresser les besoins en emplois sur plusieurs années afin d'adapter les formations et les nombre de places aux concours en fonction des besoins réels de l'île.
- Supprimer l'expérience dans les

offres d'emploi pour valoriser la période d'essai.

- Pérenniser les emplois précaires et les contrats de courtes durée en investissant dans des filières d'avenir tels que les NTIC, les énergies renouvelables, l'aide à la personne, la petite enfance, ...

Chaque jour, de plus en plus de personnes manifestent pour avoir un emploi. La situation devient de plus en plus tendue, dans un contexte économique et social qui ne cesse de se dégrader. Il est urgent d'agir.

Nou Lé Kapab (AJFER) présentera au Pôle emploi et à l'ensemble des acteurs concernés ses propositions pour la Priorité à l'embauche des personnes de La Réunion et des Réunionnais(e)s, dans le cadre de cette «Charte pour l'emploi local».

Nou Lé Kapab (AJFER) accompagnera cette Charte pour qu'elle soit réalisée au plus vite et mise en application le plus tôt possible afin de garantir une meilleure égalité des chances face à l'emploi.

**Pour Nou Lé Kapab (AJFER)
Gilles Leperlier
Président**

Édito

Sommes-nous condamnés à regarder le mirage occidental ?

Dernier et troisième papier consacré à la colonisation des esprits du public réunionnais par les puissances médiatiques occidentales. Le rôle central de cette pollution instantanée est joué par les mass-médias réunionnais à un moment où le débat démocratique est confisqué et détourné par les spécialistes de la com'. L'écume médiatique masque les éléments qui structurent un avenir qui isole La Réunion de ses voisins.

Nous avons souligné l'importance de l'Organisation de Coopération de Shanghai qui est passé sous la présidence de la Russie. L'année prochaine, 2015, le Sommet de cette organisation aura lieu à Oufa, la capitale de la République Russe de Bachkiri. Le Président Poutine a déjà annoncé qu'il va oeuvrer à l'adhésion de l'Inde et du Pakistan, consacrant ainsi la consolidation d'une nouvelle géopolitique avec les piliers que sont la Chine, l'Inde et la Russie. A ce sommet, il sera adopté la stratégie de développement jusqu'en 2025. Comment ne pas comprendre la panique des pays occidentaux qui croient continuer à dominer le monde à coup de canon.

Dans la même année, Oufa recevra le Sommet des BRICS dont la dernière séance qui s'est tenue au Brésil, il y a 2 mois, avait décidé la création d'une Banque de 100 milliards de dollars qui sera présidée par l'Inde pour 5 ans. Le siège sera situé à Shanghai. Ce résultat était obtenu à l'occasion de la première sortie de Narendra Modi dont les médias scrutaient les pas de géants à l'extérieur. La présence du Pakistan voisin à son investiture au mois de mai avait déjà montré l'étendue de son audace. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'exclamation du Haut-Commissaire Indien, en poste au

Cameroun, que les échanges entre l'Afrique et les pays des BRICS atteindront 500 milliards de dollars en 2015. Il veut des résultats rapides. Faut-il rappeler également la visite triomphale de Modi, au Japon, durant 5 jours ainsi que sa ferme opposition à sacrifier l'agriculture indienne sur l'autel du libre-échange; sa détermination a causé un échec cuisant de l'OMC et des Occidentaux.

Ce monde en mouvement tranche avec l'état d'esprit des Occidentaux qui n'arrivent pas à régler les désordres qu'ils ont créés au Moyen et Proche Orient. Ils ne savent utiliser que la politique de la canonnière. La Réunion, intégrée à la France et à l'Union Européenne, est entraînée malgré elle dans ce monde obsolète. Mais, nous ne sommes pas obligés de regarder les mirages de l'Occident. Comme tout mirage, cela relève d'une illusion d'optique. Espérons que les médias réunionnais feront plus d'efforts pour approfondir notre place dans ce monde porteur d'espoir.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

L'Alliance souligne le décalage entre les faits et la communication

La Région «massacre» l'environnement

A l'occasion d'une conférence de presse, les conseillères régionales de l'Alliance, Catherine Gaud et Maya Cesari ont tenu à dénoncer «le syndrome 2010» de Didier Robert en matière de développement durable.

Un syndrome dû à «la communication à outrance» de la Région visant à mettre en exergue son «exemplarité en matière de développement durable», alors que la majorité omet la politique menée par la précédente mandature. Au moment où, le monde axe ses politiques autour du développement durable, «jamais l'environnement n'aura été aussi menacé à La Réunion», a dénoncé Catherine Gaud.

«Manque de politique volontariste» de la Région

Les deux conseillères ont pointé du doigt le «cynisme» du président du conseil régional, Didier Robert, qui a mis fin dès son arrivée à de nombreux projets en matière d'énergie renouvelables, comme la géothermie. Pour Catherine Gaud, il y a un réel «manque de politique volontariste sur les énergies renouvelables». Pire «la Région n'arrête pas de faire de la communication depuis 2010. Plus c'est gros, plus ça passe». Cette dernière a pointé du doigt le retard pris par La Réunion depuis 2010.

Rappelant les grandes lignes de la politique environnementales de la précédente mandature (voir encadré), Catherine Gaud a fustigé la majorité actuelle assurant «de qui se moque-t-on?». «On n'a pas cessé d'être préoccupé par le développement durable, on était en avance», et pourtant la



Catherine Gaud et Maya Césari.

nouvelle ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, a signé une «déclaration d'intention» permettant à la Martinique de développer les énergies renouvelables et de devenir «une île durable, territoire à énergie positive pour la croissance verte».

Une déclaration d'intention qui afflige le groupe de l'Alliance, car ce dernier en avait signé une en 2006, lorsqu'il était à la tête de la Région. Pour les élues, «La Réunion a perdu sa position de leader» sur plusieurs dossiers comme la géothermie, l'énergie thermique des mers, mais aussi «la construction de panneau photovol-

taïque le long de la route des Tamarins pour des bornes de recharge pour les voitures électriques».

La Réunion à la traîne

Désormais «La Réunion ne s'inscrit plus dans une dynamique de développement durable», a assuré Catherine Gaud, d'autant plus quand la Guadeloupe va prochainement accueillir une conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique, précédemment organisée à La Réunion: «il va y avoir un travail concret qui va se poursuivre pendant que la Région est dans une logique de communication mensongère».

Pour Catherine Gaud, le summum du «cynisme» est la décision de Didier Robert de relancer des études sur la géothermie. Point d'orgue de la contestation de deus élues, le communiqué de presse de la Région, suite à la rencontre entre Didier Robert et Ségolène Royal, indiquant «Ce texte fondateur initié par le Président Didier Robert lors de la Conférence Internationale sur le Climat et l'Énergie qui s'est tenue en juin à La Réunion vise à faire entendre la voix de La Réunion et des îles dans leur capacité à agir et

Des décisions en faveur du développement durable

Catherine Gaud a évoqué quelques dates de la mandature de Paul Verges, des décisions politiques en faveur du développement durable.

1999: priorité à l'autonomie énergétique pour 2025 et création de l'ARER

2002: lancement de l'agenda 21 et de la SR21

2003: premier plan d'action de l'A21 et du PRERURE. Premier lycée HQE

2004: premier panneaux photovoltaïques et mise en place du schéma éolien

2005: adaptation du PR2D et augmentation du programme de chauffe eau solaire. Le GIEC se réunit à La Réunion

2006: création de la coopération inter-île pour définir l'autonomie énergétique.

«On voit bien qu'il y avait une réelle politique volontariste en matière de développement durable» a assuré l'élue de l'Alliance.

à s'engager dans le sens d'un développement durable pour nos territoires». Une phrase dénoncée par Catherine Gaud, qui ironise sur «le syndrome 2010» de Didier Robert, car «il communique beaucoup et nie ce qui a été fait auparavant».

Cette dernière met en avant l'abandon du tram train, qui est «un acte extrêmement grave» et «une audace de la part de la Région, car cela va contre le développement durable». La conseillère régionale n'a pas fait l'économie de mot pour dénoncer la politique de Didier Robert: «massacre pour La Réunion», «compromet l'avenir de La Réunion».

«Un choix archaïque»

Pour Maya Cesari, la NRL «tourne le dos au développement durable» et est «une erreur historique pour La Réunion». «Nous ne sommes qu'au début, nous allons voir l'erreur et les difficultés que va rencontrer La Réunion avec cette nouvelle route», a expliqué cette dernière. Pour les deux élues Didier Robert «tue l'avenir d'un réseau ferré pour plusieurs années, voir plusieurs générations».

D'autant plus que le budget alloué pour la NRL «bloque les capacités budgétaires de la Région» dans d'autre domaine, et notamment l'investissement. Maya Cesari a rappelé que le tram train devait être livré en 2017. L'élue a dénoncé le «choix archaïque de société» de la Région en construisant la NRL. D'autant plus qu'"on est complètement à l'encontre de l'évolution du monde», qui met l'accent sur l'énergie propre.

Autre point important pour l'Alliance, la destruction de l'environnement, à la fois en matière de matériaux et de protection des animaux. En effet, cette route est «un massacre pour l'environnement». Tout d'abord, concernant les matériaux «il y a toujours un problème. On a besoin de 20 millions de tonnes de matériaux, dont 8 millions de roches massives qui sont rares à La Réunion», a expliqué Maya Cesari.

Le «cynisme de la Région»

Cette dernière a d'ailleurs évoqué les contentieux entre la Région et certains maires qui refusent de voir des carrières sur le territoire. «La population ne veut pas de carrière, car elle ne veut pas de la destruction de son environnement», a expliqué la conseillère régionale. «Ce n'est pas la dérogation du préfet qui va changer l'opinion de la population» a assuré l'élue. Enfin concernant la protection des

animaux, il est certain que les travaux auront un impact sur la vie des baleines. «Le cynisme de la Région est de demander l'inscription du chemin des baleines au patrimoine de l'Unesco, alors que leur chemin est fragile et sensible aux effets sonores», a expliqué Catherine Gaud.

Pour Maya Cesari, «on ne peut pas se prévaloir d'être intéressé par la

menace sur les cétacés et vouloir faire une route qui va créer des pollutions sonores sur le trajet des baleines». «On se moque vraiment du monde», a assuré cette dernière qui a évoqué la nécessité de développer l'aménagement du boulevard sud pour endiguer les embouteillages.

Céline Tabou

Conférence de presse des Verts

NRL : «le chantier n'est pas commencé»

Europe Ecologie les Verts organise hier une conférence de presse à La Possession.

Depuis des mois, le Conseil Régional abreuve les médias réunionnais de publicités sur la Nouvelle Route du Littoral et se présente comme une collectivité à l'avant garde de l'écologie. La vérité est hélas bien différente. Alors que débute la Semaine de la Mobilité, il est temps de faire un point sur la politique régionale en la matière.

Mobilité durable ?

Les orientations énumérées sont totalement contradictoires avec le seul grand projet régional, celui qui constitue l'enjeu majeur de la mandature de Didier Robert et l'axe de sa politique des déplacements: la Nouvelle Route du Littoral.

Comment peut-on prétendre diminuer notre dépendance aux énergies fossiles, rééquilibrer les modes de déplacements en faveur des transports en commun ou lutter contre la «congestion routière» si on engage près de deux milliards d'euros dans la construction d'une autoroute sur la mer? L'écomobilité qui est au cœur de la semaine de la mobilité, porte uniquement sur les modes de déplacement alternatifs à l'usage individuel de l'automobile. Or, c'est cet usage individuel que stimule tout grand projet d'infrastructure routière. La question clé du «report modal» ne peut être résolue par la construction d'une route. Le SRIT évoque le projet de RRTG, le Réseau Régional de Transport Guidé. Projet non financé mais surtout pour lequel la Région n'a jamais pu expliquer comment allait se faire la «mutabilité» entre le réseau bus et cette infrastructure dont on ne sait toujours pas si elle «légère», «lourde» ou entre les deux.

Rien avant les élections

Face au «grand bluff» de la communication régionale sur la NRL, il faut rappeler que quoiqu'en dise Didier Robert, le chantier n'est pas commencé. Il ne peut commencer avant que ne soit réglé le problème des carrières. Or, c'est le point faible du projet qui nécessite on le sait, 18 millions de tonnes de matériaux dont une bonne partie de roches massives. Actuellement une dizaine de recours sont engagés dont ceux de France Nature Environnement (SREPEN) contre les dérogations aux espèces protégées accordées par le gouvernement. Le Schéma Départemental des Carrières mis à jour par la préfecture fait lui aussi l'objet de recours devant le tribunal administratif. Les projets de carrières comme la Ravine du Trou à Saint Leu, Bellevue à La Saline ou les Lataniers à La Possession, etc. se heurtent aux oppositions des maires ou des riverains ce qui oblige la Région à demander au Préfet d'utiliser la procédure dite de «Projet d'Intérêt Général» (PIG) mais un «PIG» peut faire l'objet d'un recours au TA. Bref, sur le plan des procédures, si on y ajoute la révision du SAR, le nouveau document devant être approuvé en Conseil d'Etat, on voit que la route est longue avant de pouvoir éventuellement exploiter une carrière.

Il est fort probable que le chantier ne commencera pas avant les prochaines élections même si elles ont lieu en décembre 2015.

La NRL sera alors au cœur de la campagne électorale, d'autant plus que l'un des points essentiels, la question de l'entrée ouest de Saint-Denis, n'est pas réglée. En l'état actuel, engager le chantier de la route sans financer l'élargissement de l'entrée ouest du chef lieu, est une absurdité.

Levée de bouclier après la diffusion de T-Shirts ridiculisant les Réunionnais

Acte inadmissible de Pardon

Arrêtez de tourner en dérision les Réunionnais. Car si Pardon était en France, il n'aurait jamais osé imprimer sur des T-Shirts des propos traitant les Français comme il traite les Réunionnais à La Réunion.

Lundi, la rentrée des élèves de l'école de Grand Fond a une nouvelle fois montré la fragilité de notre société. Suit à la fermeture de l'école pour des raisons de sécurité, une partie des enfants suivent leurs cours dans une école de Saint-Gilles les Hauts. Au moment de la rentrée, des parents de l'Ecole Frappier de Montbenoit ont cadenassé la grille. Ils ne comprennent pas pourquoi les élèves de Grand Fond peuvent suivre le Cours moyen dans cette école alors que les enfants du quartier ayant le même âge doivent aller dans une école plus éloignée.

Société fragile

La tension a monté entre des parents salariés et d'autres. Selon la presse, des propos racistes ont failli être échangés, des parents de Grand Fond accusant ceux de Saint-Gilles les Hauts de n'avoir rien d'autre à

faire de la journée que bloquer un barreau. Un accord a pu être trouvé avec la municipalité et le calme est revenu.

Ce fait permet de situer la vigoureuse riposte suivant la vente par Pardon de T-Shirts véhiculant une nouvelle fois des propos racistes. Le CRAN et Rasine Kaf ont choisi de soutenir une action en justice contre le patron de cette entreprise, « pour la création et l'impression de ces tee-shirts plus que douteux sur lesquels sont fichés des mots identifiants les composantes culturelles de La Réunion racolées à la sauce Pardon pour former une nouvelle appellation disqualifiante qui frise la haine et le racisme envers notre population».

Coutumier du fait

Ce qui a été commis est en effet inadmissible. Jamais le Pardon n'aurait

écrit de telles choses s'il était en France ou en Europe. De plus, il est coutumier du fait et utilise ce type de coup médiatique pour un objectif commercial.

Juste avant cet acte de racisme ordinaire, la dernière opération était d'exploiter l'enlèvement de 200 Nigérianes par Boko Haram.

Un T-Shirt de circonstance a été produit, et 2.000 euros tirés des bénéfices versés à l'UFR. Tout le monde s'est alors interrogé sur ce qu'a fait la présidente de l'UFR pour obtenir la libération des prisonnières de Boko Haram. Cela fait que la présidente de l'UFR est sortie ridiculisée de cette opération, car il est difficile de croire que les 2.000 euros versés par Pardon servent à financer des actions pour libérer les jeunes filles enlevées par Boko Haram! Il faut donc arrêter de tourner en dérision les Réunionnais.

Décoration pour l'écrivain réunionnais Jean-François Samlong

«La batay i kontinu pou la rokonésans nout lidantité rényonèz»

Ce mardi 16 septembre à Saint-Denis, Jean-François Samlong, président de l'UDIR (Union pour la Défense de l'Identité Réunionnaise), a reçu la médaille de chevalier dans l'ordre du Mérite, en raison de l'œuvre admirable qu'il a accomplie depuis plus d'une trentaine d'années avec son association en tant qu'écrivain pour promouvoir la culture de notre peuple. Cette décoration lui a été remise par Antoine Gallimard, en présence de Jean-Noël Schifano, deux responsables des Éditions Gallimard, qui ont publié plusieurs ouvrages de Jean-François Samlong. Ces deux personnalités ont fait l'éloge de la littérature réunionnaise,

«riche de son identité créole», en citant plusieurs exemples, en particulier les «11 nouveaux écrivains» reçus dans la matinée par Jean-Noël Schifano, qui a salué «la force de la créativité réunionnaise». Cette force est d'autant plus importante que «le combat est difficile face à l'adversité», a déclaré le président de l'UDIR, pour qui «nous devons renforcer sans cesse notre union», comme il nous l'a confié en soulignant que «la batay i kontinu pou la rokonésans nout lidantité rényonèz». C'est ce qu'a confirmé Annie Darcourt, vice-présidente de l'UDIR, dans une allocution de clôture où elle a remercié tous les militants cul-

turels qui soutiennent le combat de cette association depuis des décennies. Et, soutenue par les nombreuses personnalités du monde culturel réunionnais présentes à cette cérémonie, elle a conclu en assurant que «l'UDIR va continuer toujours à défendre notre littérature réunionnaise».

Correspondant

Hommage aux défunts organisé par l'Association du Collectif des poussaris de La Réunion

Sarva Mahàlhaya Amàvāsāi à Cambaie

L'Association du Collectif des poussaris de La Réunion organise à Cambaie le matin du 21 septembre un service tamoul d'hommage aux défunts. Samedi dernier, le collectif a présenté cet événement à la presse, en voici le compte-rendu.

Pour la cinquième année consécutive, «l'Association du Collectif des poussaris de La Réunion» organise la cérémonie du Sarva Mahàlhaya Amàvāsāi (Mahàlhaya Pakcham) à Cambaie qui se situe sur le front de mer de Saint-Paul en face du collège de la rue jacquot.

L'idée, c'est toujours de sensibiliser et de rassembler au maximum pendant cette période propice afin d'honorer la mémoire de nos défunts, (Parents, Amies, Vieux ou Jeunes). Cette année, le Collectif Des Poussaris De La Réunion organisera ce grand hommage à nos défunts, le matin du 21 septembre sur la plage de Cambaie à Saint Paul.

La période du Sarva Mahàlhaya Amàvāsāi dure 15 jours, (du 1er jour de lune décroissante au jour même de la nouvelle lune) qu'on appelle (Amàvāsāi) dans le mois de Pourattāsī Mādam, (mois de Gōvīndan / Peroumāl ou Vishnu), qui se situe entre (17 septembre au 17 octobre de chaque année).

«L'Association du Collectif des poussaris de La Réunion» célèbrera cette hommage le 2ème Dimanche de cette période comme l'année dernière, et là aussi se ne sera pas le jour même du Sarva Mahàlhaya Amàvāsāi qui signifie service des morts tamoul.

L'importance de l'Ouest

La raison c'est que le jour de Amàvāsāi tombe un Mardi. Ce n'est pas facile d'avoir une journée de congé et il a école, la plupart des poussaris travaillent, d'où l'organisation de la cérémonie un dimanche.

D'après le calendrier tamoul, en cette Année 2014, la période propice, débute ce Mardi 09 Septembre et se terminera le Mardi 23 Septembre.

Cette année encore, la région Ouest à été choisie comme lieu principale pour ce genre d'événement, et si on se réfère à la mythologie, l'Ouest est un des 8 coins cardinaux, où est censé



Les représentants du Collectif des poussaris de La Réunion.

d'abriter le Dieu des eaux, appelé Varuna.

Et dans les rites indous, quand un des proches décède, la coutume veut, que toutes les membres de la famille aille, se purifier soit à la mer soit à la rivière, en tout cas là ou il y a de l'eau. On va dire que Saint-Paul aujourd'hui, possède un lieu officiellement réservé à ce genre de cérémonie, puisque une convention a été signée entre l'ONF et la municipalité depuis bientôt 4 ans.

Les étapes de la cérémonie

- De 07h30 à 09h00 : les fidèles rendront hommages à leurs défunts, sous l'égide d'un des Poussaris.

- De 08h30 à 10h30 : Grand hommage au Dieu Shiva qui incarne la dissolution de l'univers dans son rôle de destructeur, suivi d'un grand Yāgam (Feu sacrificiel).

Toujours, si on se réfère à la mythologie indienne, pendant cette période-là, les âmes sont totalement libres de leurs mouvements, c'est la raison

pour laquelle, si quelqu'un ne sait pas où un de ses proches a été enterré ou qu'il n'a pas les moyens de se déplacer sur la tombe du défunt dans un pays lointain, l'occasion lui est offerte de venir l'honorer ce jour-là.

Suite à cette cérémonie, les fidèles peuvent clôturer le rituel chez eux, par un repas végétarien, le samblāni.

Fournitures

L'Association du Collectif des poussaris de La Réunion officiera gratuitement,

Mais il est demandé à chaque participant d'amener un minimum d'ingrédients pour honorer leurs propres Défunts.

1 grains pack, 1 pièce et 1 feuille de bétel ainsi qu'un plateau garnit de fruits et surtout une petite lampe à huile en terre cuite.

Cette cérémonie se déroulera aussi sur divers endroits de l'île pour permettre à tous ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer, à y participer, toujours sous l'égide d'un des Poussaris.

Otè!

Si ou lé pa kontan ébin ou i pran konstan !

Matante Zélida la ékri Justin :

*Mon shèr nové, mon spès salté,rouj-de-fon dovan l'éternité,
Moin la fine suiv aou dopi in bon koup se tan, é moin la fine rann amoin kont ou sé in drol patriyot, vi k'ou i intèrès aou La Frans arienk pou dénigré, sansa arienk pou sak gouvènmman La Frans i fé par raport La Rényon. Di pa moin non, pars moin lé fine suiv aou in pé bien é dopi in bon koup de tan. Mi antan pa ou anparl in fête nasyonnal, in voyaz ofisyèl lo Prézidan, sansa arienk pou gaskoné. Poitan, si mi tronp pa, La Frans sé out péi osi! Ou nana in kart l'idantité! In pas por! Kan ou i pran l'aviyon ou i mète l'idantité La Frans. Ou lé pa jéné, konm k'i diré! Moin n'ar té profèr, ou i déklar aou indépandans é ou i shèrch pa fèr dé fyink avèk out nasion. Boudikont mi profèr ankor bann l' indépandans. zot lé moin fourb! tok! Pran sa pou toi!*

Justin la fé pou répons :

*Mon vyé matant k'i koz touzou la boush rouvèr,
Sak ou i di i étone pa moin d'ou, mé m'afèr aou in konfidans. Fransh vérité moin lé konm bann gran z'ansien, sak téi apèl bann fran kréol-pa pou zot manyèr oir lésklavaz-mé pou zot manyèr oir zot rolasion avèk La Frans épi avèk La Rényon. Moin lé vyé jé, pars m'a dir aou franshman, sanm pou moin moin nana dé patri: inn sé la Frans, l'ot sé La Rényon. Dsi so manyèr oir lé shoz, mi pans moin na dé l'idantité prinsipalinn l'idantité fransé, l'ot l'idantité rényoné. Mé a vré dir, dann mon pansé sé La Rényon k'i okip amoin oplis. Lé vré, moin la pa lo ga va dir mi anfoutsa kan i ariv La Frans in maléré sor é mi pans mèm si i ariv La Frans in tablatir, lo devoir bann rényoné sé dé fann ali. Mé si li lé orgyé, mi mète ali an déor mon pansé! Si li fé lo kolonyalis par isi ou bien par laba, mi tak baro mon kèr pou li. Mi soufèr kan mi oi ali fé la mizèrd'moun, konm mi soufèr kan in pé i mète la rényon dann shomin kabosé.-sansa kan i tourn lo do avèk nout z'intéré... Donk, mon vyé matant ou i préfèr bann l' indépandans plito ké d'moun konm moin. Ou lé lib! Mé moin, konm in bonpé rényoné, moin lé konmsa. si ou lé pa kontan, ébin pou i pran konstan. Tok! Pran sapou ou!*

Justin

Nb In mo pou la rout: «l'idantité rényonèz!» Pou moin, dizon sé in manyèr dir moin lé rényoné. Mon kèr lé anmaré avèk La Rényon, é na konm in solidarité rant bann rényoné, épi moin. An pliské sa, mi rokoné a moin dann la kiltir rényonèz - san done koshon lé z'ot kiltir - dann lo santiman lo pèp rényoné sé mon nasion. Bon! Mi sa pa tourn in fime la dsi, mi lès azot fé travay zot koko, pars konm moin la di mète la matyèr griz an mouvman sé in n'afèr lé bon pou d'moun. Ni rotrov! Sansa,ni artrouv! Inn é l'ot sé di ou sé diz (Konm té i di «Claude Favre Vaugelas» an parmi in bann moun téi fatig soin tête.)